

Déclaration CFDT-VNF – Conseil d'Administration du 8 décembre 2025

Monsieur le Président,
Madame la directrice générale,
Mesdames et Messieurs les Administrateurs,
Cher(e)s collègues,

La belle histoire de l'EPA VNF vendue aux personnels en 2013 promettait un établissement plus efficient avec à sa tête un seul capitaine, nous permettant de délivrer un meilleur service public. En réalité, depuis la création de VNF ce sont plus de 1 200 ETPT (Équivalent Temps Plein Travaillé) supprimés en 10 ans, une dégradation des outils de travail, une charge de travail accrue par des périmètres d'action de plus en plus larges ainsi que par une multitude de procédures stériles et énergivores avec, sans surprise, une aggravation des risques psychosociaux. En parallèle, rien n'a réellement été mis en place pour permettre d'absorber cette charge de travail qui s'est répartie sur les effectifs restants. Ces derniers sont chaque année pressurisés, réorganisés et même parfois démotivés et incités à quitter l'établissement.

L'année dernière, le budget de l'établissement a été voté dans un contexte politiquement incertain quelques heures avant la démission du 1^{er} Ministre du moment et la bascule vers la loi spéciale. Ce budget VNF portait un premier coup de canif dans le Contrat d'Objectifs et de Performance négocié et signé entre la direction générale et l'État. Nous y reviendrons dans cette déclaration !

Lors du CA de décembre 2024, nous avons sonné l'alerte et obtenu sur proposition du Président le vote d'une motion appelant, une fois le nouveau gouvernement nommé, au respect du COP. La suite, vous la connaissez ! Ce qui a été repris, au mépris de la parole et des engagements de l'État, n'a jamais été restitué. Le personnel de VNF a dû, comme à son habitude, absorber cette baisse d'effectifs en reprenant à sa charge les missions désertées.

Cette année, on nous rejoue la même musique et, à nouveau, on va nous expliquer qu'il vaut mieux voter ce budget défavorable en souhaitant, au travers un budget rectificatif à venir, qu'il nous soit plus favorable ou plutôt moins défavorable... Cette douce musique rediffusée chaque année n'est plus crédible, ni audible !

Cette fois-ci, au nom de tous les personnels qui expriment leur ras-le-bol, leur résignation, leur déception face à de telles façons de travailler et d'être considérés, **la CFDT-VNF DIT STOP**. Nous n'acceptons plus que, dans une entente cordiale et convenue entre administrateurs sous l'impulsion des tutelles obéissantes et à la manœuvre, ce budget inacceptable soit voté et donc adopté.

Ainsi, la CFDT-VNF prend la parole aujourd'hui pour dénoncer un projet de budget 2026 qui trahit une nouvelle fois les engagements pris dans le Contrat d'Objectifs et de Performance. Ce contrat, signé entre l'État et VNF, garantissait la stabilité des effectifs jusqu'en 2026 inclus. Or, la réalité est tout autre : en 2025, les tutelles ont déjà repris 38 équivalents temps plein, et pour 2026, une baisse supplémentaire de 40 ETPT est imposée sur instruction du 1^{er} Ministre. Cela représente 78 emplois supprimés en 2 ans, en totale contradiction avec le COP.

Cette réduction brutale intervient alors que l'établissement est engagé dans une réorganisation à marche forcée. Concernant l'Acte 1, la direction reconnaît elle-même que « le calendrier des investissements immobiliers et des fermetures n'est pas disponible aujourd'hui » et que « des éléments de trajectoire ne seront connus qu'en milieu d'année 2026 ». Quant à l'Acte 2, les personnels sont sommés de coconstruire des cahiers de filières dans des délais intenable, sans organigramme, sans garantie, et sous une pression accrue liée à la fin de gestion et à la mise en place d'outils non stabilisés. Pourtant, on exige d'eux qu'ils avancent à l'aveugle en suivant, sous caution de co-construction organisée, un plan qui donne le sentiment d'être déjà bien tracé et établi.

La Cour des comptes, dans son rapport du 11 décembre 2024, a été claire : les besoins d'entretien de notre réseau sont estimés entre 3 et 3,8 milliards d'euros sur 10 ans, alors que le COP prévoit 2,5 milliards, soit un budget déjà insuffisant pour stabiliser l'état du réseau.

Lors de la conférence Ambition France Transports le rapport de la Cour des comptes a également été évoqué rappelant qu'à fin 2023, l'accumulation d'une « dette grise » d'1,1 milliard d'euros pour le réseau fluvial avait pour conséquence « une baisse de la qualité de service et un risque d'indisponibilité croissante de certaines voies ».

La modernisation et la régénération ne peuvent être conduites sans moyens humains et financiers adaptés. Comment prétendre moderniser VNF et sécuriser ses ouvrages en amputant ses ressources ?

Cette même Cour des comptes alerte également sur « l'absence de politique structurée de maintenance et l'hétérogénéité des outils GMAO qui compromettent la fiabilité des ouvrages ». Réduire les effectifs dans ce contexte, c'est prendre le risque de défaillances graves, c'est mettre en danger la continuité du service public et la sécurité des usagers.

Au-delà des usagers de la voie d'eau qui sont déjà nombreux et variés (transporteurs, agriculteurs, industriels, etc.), c'est aussi la sécurité des biens et des personnes qui se verrait fragilisée par une nouvelle baisse des ressources de l'établissement, en amenuisant mécaniquement notre niveau de maintenance sur les ouvrages de gestion hydraulique.

La Stratégie d'investissement de VNF qui devait être présentée à ce CA doit structurer le portefeuille d'opérations autour d'une typologie d'enjeux : sécurité (populations et personnels), activités de fret, activités de plaisance et eau/environnement. Ce travail, demandé par la Cour des comptes et appelé de ses vœux par la CFDT-VNF, mettra en évidence le poids de la sécurité assurée par VNF. Faudra-t-il attendre un accident décisif comme pour d'autres établissements publics ayant fait l'actualité ces dernières semaines, pour réagir ? Comment se satisfaire par exemple du maintien jusqu'à 2040 (voire au-delà ?) des barrages manuels de l'Yonne et de la Marne ?

Le dialogue social, lui aussi, est malmené. La direction affirme que dans le cadre de l'acte 2 « les groupes de travail ne sont ni fermés, ni secrets », mais elle précise dans le même temps qu'« il est demandé d'élaborer le cahier de filière en un temps restreint », ce qui ne permet pas une réelle consultation et concertation avec l'ensemble des acteurs. Les fermetures de sites se préparent sans calendrier clair, sans garantie pour les personnels et sans que les instances soient pleinement informées.

En parallèle, les personnels dénoncent la multiplication des strates **hiérarchiques**, des **équipes opérationnelles au bord de la rupture**, des postes essentiels non pourvus en exploitation, maintenance, support de proximité, vidant sans bruit ni vague des sites de leurs personnels, partis au fil de l'eau.

A contrario, dans les instances, il est demandé aux représentants du personnel **de valider des créations de postes de direction ou de nouveaux responsables** destinés à piloter des organisations futures **dont la faisabilité humaine et budgétaire n'est absolument pas assurée**. La direction elle-même reconnaît que : « les moyens supplémentaires ne sont pas encore décidés » et dépendent des travaux d'organisation.

Nous posons alors deux questions simples :

- **Comment piloter demain, avec des moyens décroissants, alors qu'il est clairement établi que nos moyens actuels sont déjà insuffisants ?**
- **D'ailleurs à quoi bon recruter de nouveaux capitaines alors que le navire n'a pas de carburant ?**

Face à ces constats, vous devez comprendre ! Sous vos yeux, vous avez une délégation de personnels de différentes directions territoriales et du siège mobilisée dès cette nuit afin d'être présents à Béthune ce matin et faire résonner la voix de **la CFDT-VNF** qui conteste ce budget en leur nom et au nom de beaucoup d'autres.

Nous refusons qu'un établissement stratégique pour la transition écologique soit fragilisé par des décisions politiques qui trahissent les engagements du COP. Nous refusons que la sécurité des ouvrages et la qualité du service public soient sacrifiées. Nous refusons que les personnels soient soumis à une réorganisation précipitée sans moyen, ni garantie.

Nous demandons le respect intégral du COP, le maintien des plafonds d'emploi et des moyens financiers à commencer par le déplafonnement de la redevance hydraulique. Nous exigeons une détente du calendrier impulsé par la direction sur l'acte 1 et l'acte 2 avec un gel des réorganisations tant que les garanties sociales ne sont pas actées. Nous exigeons une transparence totale sur les arbitrages budgétaires et RH par filière. Nous demandons enfin une programmation pluriannuelle des investissements crédible et financée, conforme aux recommandations de la Cour des comptes.

On ne modernise pas VNF en amputant ses moyens humains et financiers au mépris des engagements. On ne modernise pas un établissement comme VNF en mode rouleau compresseur dans une course folle à l'aveugle sans s'assurer des moyens dont on dispose. Il est primordial de faire adhérer le personnel, d'obtenir et surtout conserver sa confiance ! Les trahisons successives au COP ne plaident pas pour la confiance et **la CFDT-VNF** appelle le Conseil d'Administration à refuser de voter ce budget et exiger le respect des engagements de l'État pour protéger les personnels, les usagers et l'avenir de l'établissement.

L'État ne peut se targuer de répondre aux enjeux climatiques et énergétiques en menant le « chantier du siècle » qu'est le Canal Seine-Nord Europe et dans le même temps continuer de détruire à petit feu notre établissement, qui protège avec déjà trop peu de moyens les usagers de la voie d'eau ainsi que de nombreux riverains.

Malgré plusieurs alertes constructives, justifiées et argumentées, vous n'avez pas entendu ou vous n'avez pas voulu écouter. Aujourd'hui, Monsieur le Président, Madame la directrice générale, Mesdames et Messieurs les administrateurs, avec tout le respect dû à vos fonctions et mandats respectifs, en l'absence de garanties écrites et signées de la direction générale pour ce qui la concerne et des tutelles pour ce qui relève de leurs prérogatives en qualité de représentantes du gouvernement, **nous ne bougerons pas !**

Les élu(e)s CFDT-VNF au Conseil d'administration